

**Der Grosse Rat Le Grand Conseil
des Kantons Bern du canton de Berne**

Mittwoch (Abend), 5. September 2018

Volkswirtschaftsdirektion**25 2017.RRGR.683 Motion 253-2017 Sauvain (Moutier, PSA)
Überbrückungsrente zum Schutz älterer Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer**

Präsident. Wir setzen die Beratung fort und kommen zum Traktandum 25. Das ist die Motion «Überbrückungsrente zum Schutz älterer Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer». Sie wird durch Grossrat Gasser vertreten. Die Regierung lehnt sie ab. Ich gebe dem Motionär das Wort, Grossrat Gasser.

Peter Gasser, Bévilard (PSA). C'est à moi qu'incombe la difficile mission que de vous tirer des torpeurs dues à la lente digestion de votre petit encas. Et donc, j'espère que vous saurez prêter attention à mes propos. En préambule, je vous signale mon intention de transformer cette motion en postulat. Une évidence s'impose à nous tous. Le marché du travail pour les personnes âgées de plus de 50 ans s'apparente à un véritable chemin de croix pour les personnes licenciées. Les statistiques le démontrent: cette catégorie de travailleuses et travailleurs représentent désormais la tranche la plus nombreuse. Il est évident que les coûts des assurances sociales, donc y compris le deuxième pilier, sont un facteur déterminant pour trouver de l'embauche. Cette situation a également une conséquence directe sur le taux de bénéficiaires de l'aide sociale, puisque cette catégorie a augmenté de près de la moitié ces dernières années. Il faut donc absolument trouver une solution digne pour toutes ces personnes. La proposition qui vous est faite ne concerne que les personnes qui ont épuisé leur droit aux indemnités du chômage et qui sont à deux ans de la retraite. Le but est que pour des personnes qui ont travaillé toute leur vie mais qui sont proches d'une retraite bien méritée, se voient condamnées à éventuellement puiser dans leur petite fortune voir encore à reprendre quelque chose dans le deuxième pilier pour réussir à joindre l'âge légal de la retraite.

Comme le mentionne la réponse gouvernementale, les travailleuses et les travailleurs bernois sont in fine contraints à obtenir un versement anticipé de leur rente AVS, ceci avec une réduction logique de prestations tout de même importante, puisque ce sont pour deux ans de pré-retraite, une déduction de 13,6 pour cent. Si ce montant ne suffit pas pour vivre, la personne peut s'adresser aux prestations complémentaires. Il est vrai que ce système permet ainsi aux personnes dans le besoin d'obtenir un complément à leur rente pour pouvoir assurer ses besoins essentiels. Toutefois, cette manière de faire est extrêmement stigmatisante pour les personnes concernées. D'une certaine façon, elles doivent ainsi demander l'aumône pour continuer à vivre dignement, alors qu'elles ont peut-être travaillé toute leur vie et payé régulièrement leurs impôts.

Cette situation a un effet pervers important. Nombreuses sont les personnes qui pourraient bénéficier d'une aide, mais qui n'en font pas la demande, car leur fierté les empêche de demander quelque chose. Avec le système qui vous est proposé, ces personnes en fin de droit n'auraient pas à quémander un peu d'humanité, mais seraient directement prisent en charge, par exemple, par le biais de leur conseiller personnel. Le canton de Vaud applique une telle mesure depuis plusieurs années, sans que l'on assiste à une explosion de tels cas. Cet exemple démontre si besoin était, que des solutions sont possibles. C'est d'ailleurs une des raisons qui m'ont amené à transformer le texte en postulat, car je ne voudrais pas fermer la porte à des solutions innovantes et originales. Si l'aspect humain de cette requête est facilement compréhensible, et je l'espère saura vous émouvoir, l'aspect financier est également important. Une participation des travailleuses et des travailleurs au financement de cette mesure est évidemment envisageable, mais aussi une éventuelle participation patronale. Entre les trois contributeurs – Etat, employeurs et employés – il est à mon avis possible de trouver une solution qui partage le coût de cette mesure. Je vous prie donc d'accepter ce postulat qui veut tout simplement une étude afin que le gouvernement puisse réfléchir sereinement à cette problématique et à nous faire par la suite des propositions. Vous le savez tous: les chances pour les personnes concernées de retrouver un travail sont quasi inexistantes. Grâce à cette proposition de rente-pont, elles retrouveront une certaine dignité. Inspirons-nous des exemples connus pour développer un concept original. Je vous remercie pour votre attention et pour votre soutien.

Präsident. Wir kommen zu den Fraktionssprecherinnen und -sprechern. Für die grüne Fraktion spricht Grossrätin Ammann.

Christa Ammann, Bern (AL). Wir teilen die Einschätzung des Regierungsrats nicht, dass mit der Möglichkeit des Vorbezugs der AHV-Rente bereits ein Instrument vorhanden ist, welches das Anliegen der Motion erfüllt. Wie mein Vorredner auch schon ausgeführt hat, führt der AHV-Vorbezug zu einer lebenslangen AHV-Kürzung und hat also lebenslange finanzielle Konsequenzen. Der Vorbezug der AHV ist seit 2009 obligatorisch. Es handelt sich also auch nicht um eine «Möglichkeit», wie es der Regierungsrat formuliert, sondern es ist für sämtliche ausgesteuerten Personen «ein Muss». Sobald als möglich wird von den Sozialdiensten die Frühpensionierung eingeleitet. Das heisst, nach der zweiten und dritten Säule, die bereits fünf Jahre vor dem ordentlichen Pensionsalter herausgelöst werden müssen, wenn eine Person ausgesteuert ist, erfolgt nachher auch noch die Zwangsfrühpensionierung. Das hat einen massiven Einfluss auf das Einkommen, das einem nach der Pensionierung noch zur Verfügung steht. Wir sind der Meinung, dass eine Überbrückungsrente ein sinnvolles Instrument sein kann, um Altersarmut zu verringern. Unbestritten ist für uns auch, dass die Politik auch beziehungsweise primär aufgefordert ist, die Wirtschaft in die Pflicht und Verantwortung zu nehmen. Es kann nicht sein, dass ältere Personen von Unternehmen aufgrund von Kostenüberlegungen in die Altersarmut geschickt werden.

Der Regierungsrat schreibt in seiner Antwort, dass verschiedene Punkte wie Anspruchsvoraussetzungen und Vollzugsmodalitäten zu klären wären. Da hat er sicher Recht, und diesen Auftrag übergeben wir dem Regierungsrat gerne. Der Kanton Waadt hat es eben so gelöst, dass nur Anspruch hat, wer während mindestens drei Jahren im Kanton Waadt gelebt hat. Zudem erfolgt die Finanzierung über eine Aufteilung zwischen Arbeitnehmer und Arbeitnehmerinnen sowie Arbeitgeber und Arbeitgeberinnen mit einem Beitrag von je 0,06 Prozent. Es handelt sich also auch nicht um massive Beiträge, während man noch einer Erwerbstätigkeit nachgeht.

Wir sind der Meinung, dass Konsequenzen und Wirkungen einer Überbrückungsrente vom Regierungsrat seriös geprüft und durchgerechnet werden müssen, damit man nachher entscheiden kann, ob eine Überbrückungsrente den gewünschten Effekt hat und nicht einfach die Altersgrenze, zu welchem Zeitpunkt eine Aussteuerung massive Konsequenzen für den Rest des Lebens hat, um ein paar wenige Jahre nach unten verschoben wird.

Noch einen kurzen Einschub: Grundsätzlich erscheint uns die Erhöhung des Grundbedarfs bei ausgesteuerten Personen ab 55 Jahren, wie er bei den Ergänzungsleistungen (EL) gilt, als sinnvollere Variante als eine Überbrückungsrente für die letzten zwei Jahre – so, wie es ja auch der Volksvorschlag verlangt, über den wir abstimmen werden. Wir sind uns aber bewusst, dass es sich hier nicht um eine Variantenabstimmung handelt und finden deshalb den vorliegenden Vorstoss auch prüfenswert. Wir werden ihn als Postulat unterstützen, und ich bitte Sie, dem auch zu folgen.

Daniel Arn, Muri b. Bern (FDP). Der Vorstoss verlangt die Einführung einer kantonalen AHV-Überbrückungsrente für ausgesteuerte Frauen über 62 und Männer über 63 Jahre. Wie der Regierungsrat lehnen wir von der FDP-Fraktion diese Motion ab. Wir finden, das sei die falsche Flughöhe. Wir haben ein engmaschiges soziales Netz, aber dieses Netz wird auf Bundesebene geknüpft. Natürlich gibt es Härtefälle, aber dafür gibt es die verschiedensten Instrumente, wie beispielsweise die EL. Zudem sind wir der Meinung, dass es sich der Kanton gar nicht leisten kann, eine kostspielige Versicherung aufzubauen.

Noch einmal: Für uns ist es die falsche Flughöhe, denn wir beginnen auch nicht einfach so auf die Schnelle kantonale Autobahnen zu bauen.

Tom Gerber, Reconvilier (EVP). Notre parti est sensible à la thématique de cette motion. Cependant, notre groupe se prononce majoritairement contre cette motion, aussi transformée en postulat. En voilà les raisons: notre but pour les travailleurs seniors, et je reprends les termes de la motion, n'est pas de les mettre à la retraite une ou deux années plus tôt, mais bien plus de créer les conditions pour qu'ils aient la possibilité de garder ou de reprendre une activité lucrative jusqu'à l'âge de la retraite. D'autre part – et cela a déjà été évoqué – le projet populaire pour une aide sociale efficace sur lequel la population sera appelée à voter l'année prochaine, donc tout bientôt, propose une alternative, soit celle d'avoir recours aux prestations complémentaires pour les personnes qui sont visées par cette motion ou ce postulat. Cette solution nous paraît meilleure que la présente motion. En outre, il n'est pas tout à fait à exclure que les entreprises pourraient même utiliser l'argument de la rente-pont pour «se débarrasser» avec une bonne conscience de travailleurs seniors deux années

plus vite. Le groupe évangélique vous propose donc majoritairement de rejeter cette motion, et aussi le postulat.

Anita Luginbühl-Bachmann, Krattigen (BDP). Es ist absolut richtig, dass jeder Verlust von Arbeit für die Betroffenen ein einschneidendes Ereignis im Leben darstellt. Nicht nur für Menschen kurz vor dem Pensionsalter kann es sehr hart sein, wenn ein solches Ereignis eintritt. Für Menschen kurz vor dem Pensionsalter ist es aber mit Sicherheit nicht einfach, eine neue Beschäftigung zu erhalten. Unser Sozialsystem sieht aber auch für solche Fälle Angebote vor, nämlich via Rentenvorbezug oder via EL. Die Schaffung einer weiteren Kasse würde für den Kanton Bern heissen: neue Kosten, finanzielle Kosten und einen Mehraufwand im administrativen und personellen Bereich. Ich habe mir die aktuellen Arbeitslosenstatistikzahlen des Kantons Bern angeschaut. Es ist leider tatsächlich so, dass die Alterskategorie Ü-50 die grösste ist. Diese Gruppe wird aber in der Statistik noch in drei Gruppen aufgeteilt. Die Motionäre wollen ja für die ausgesteuerten Personen über 62 respektive über 63 Jahre eine neue Rente respektive eben die Übergangsrente einführen. Die aktuellen Zahlen dieser Gruppe, erfasst in der Gruppe 60 und mehr Jahre, sind vom Januar bis Juni 2018 erfreulicherweise gesunken – und zwar von 1111 auf 935 Personen. Über die effektiv ausgesteuerten Personen haben wir ja aktuell keine Zahlen. Dafür haben wir aber in der Junisession meines Wissens das Postulat Gabi Schönenberger überwiesen, wo man das dann anschauen und überprüfen möchte. Die Einführung einer Überbrückungsrente könnte aber auch missbraucht werden. Weshalb? Ein Arbeitgeber könnte sich den genauen Zeitpunkt der Kündigung ausrechnen, um sich berechnend von einem älteren Arbeitnehmer früher zu trennen. Zwei Jahre Arbeitslosengeld und dann zwei Jahre Übergangsrente würde heissen: Die Finanzierung würde über die öffentliche Hand und über die anderen Arbeitgeber finanziert, und der Arbeitgeber hätte sich von Verpflichtungen freikaufen können und wäre dann fein raus. Ich weiss, das ist eine reine Miss-Mutmassung. Aber leider finden neue Systeme immer wieder neue Lücken, auch für einen Missbrauch. Die BDP-Fraktion will deshalb keine weitere Kasse, denn wie gesagt, bietet unser System gute Möglichkeiten an, der Forderung der Motion zu entsprechen.

Vielleicht noch eine Nebenbemerkung: Das Gesetz über die öffentliche Sozialhilfe (Sozialhilfegesetz, SHG) kommt ja nun vors Volk. Das Referendum ist zustande gekommen. Dort gibt es auch einen Teil, der sich dieser Problematik annimmt, und nun soll doch das Volk sagen, ob es dort eine Lösung will oder nicht. Und nun möchte ich Ihnen als Unternehmerin einfach etwas auf den Weg geben, damit wir die Arbeitslosenzahlen weiterhin möglichst tief halten können: Kaufen wir alle regional und saisonal ein, berücksichtigen wir alle bei Arbeitsvergaben das lokale, regionale und kantonale Gewerbe, und stimmen wir der moderaten Steuersenkung für juristische Personen zu. So erhalten wir nämlich auch Arbeitsplätze, explizit auch für über 62- respektive 63-Jährige.

Präsident. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion: Grossrätin Funicello.

Tamara Funicello, Bern (SP). Menschen, die älter als 50 Jahre sind und ihren Job verlieren, haben kaum mehr eine Chance, wieder in den Arbeitsmarkt einzusteigen. Nach jahrelangem Hin und Her zwischen der Regionalen Arbeitsvermittlungsstelle (RAV) und schlecht bezahlten Arbeitsstellen landen sie nicht selten auf dem Sozialamt. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion findet es beschämend, dass so etwas in einem reichen Land wie die Schweiz möglich ist, in einem Land, in dem die 300 reichsten Leute im letzten Jahr um 60 Mrd. Franken reicher wurden. Das ist beschämend. Nichtsdestotrotz ist dies eine Realität, die sich nicht von der Hand weisen lässt, und auch wenn die BDP-Fraktion irgendwie an die Arbeitgeber und Arbeitgeberinnen appelliert. Appelle nützen offensichtlich nichts, denn eine Wirtschaft, die sich am Profit orientiert, hat weder Herz noch Verstand und wird nicht von selber einfach auf Lösungen kommen. Das ist eine Tatsache. Deshalb haben wir ja die ausgesteuerten Ü-60-Personen, und es ist in unserer Verantwortung, hier Lösungen für diese Probleme zu finden – und zwar für die Menschen. Vorhin hat irgendjemand in einer Debatte rund ums Oberland gesagt, dass unsere Gesellschaft sich daran misst, wie es dem schwächsten Glied geht. Diesem geht es im Moment nicht gerade sehr gut.

Die vorliegende Motion wird nicht alle Probleme lösen. Dafür müssten wir uns an einer Wirtschaft orientieren, die sich an den Bedürfnissen der Menschen ausrichtet und nicht am Profit der Wenigen. Man könnte beispielsweise die Arbeitszeit für alle reduzieren. Das würde Jung und Alt dienen, vor allem im Zeichen der Digitalisierung, die vorhin schon genannt worden ist. Heute geht es aber lediglich darum, dass Menschen, die 40 Jahre lang gearbeitet haben, in diesem Land auch in Würde altern können: eine sichere Übergangsrente ohne demütigenden Gang zum Sozialamt und ohne

Rentenkürzungen. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion stellt sich immer hinter die Menschenwürde, und deshalb werden wir die Motion annehmen und laden Sie ein, dasselbe zu tun.

Raphael Lanz, Thun (SVP). Altersarbeitslosigkeit ist ein wichtiges Thema, und das wird von dieser Motion adressiert. Wir glauben auch, dass dies ein echtes Problem ist. Wir glauben aber nicht, dass das Vorgeschlagene eine gute Lösung ist. Wir sehen hier eher die Wirtschaft in der Pflicht, und wir glauben, dass die Einführung einer neuen Sozialversicherung sogar kontraproduktiv wirken kann, abgesehen davon, dass sie nicht finanzierbar ist. Wir haben vorhin vom Motionär gehört: Bezahlen müssten dies dann die Arbeitnehmer, die Arbeitgeber und der Staat. Das würde also bedeuten, dass wir unsere Bedingungen für die Wirtschaft, für die Unternehmen – das sind genau diejenigen, die diese Leute anstellten sollten – verschlechtern würden. Und wir glaubten dann, dass die Wirtschaft besser laufen würde. Das ist aus unserer Optik ein Trugschluss.

Das zweite Argument, weshalb ich sage, es könne kontraproduktiv sein, ist auch bereits genannt worden. Dies könnte gerade ein Anreiz für die Entlassung von Leuten bieten, weil sie ja dann gerade in eine Sozialversicherung kommen könnten. Man könnte also sagen, dieser gut gemeinte Vorstoss könnte gerade diejenigen, denen er nützen sollte, aus dem Arbeitsmarkt hinausdrängen, weil man diese dann auf Kosten einer Versicherung quasi günstig entlassen könnte. Das wollen wir nicht. Diesen Anreiz wollen wir nicht setzen, dass ältere Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer günstig entlassen werden können. Deshalb glauben wir, dass hier für ein echtes Problem die falsche Lösung vorgeschlagen wird und lehnen deshalb die Motion und auch das Postulat ab.

Franziska Schöni-Affolter, Bremgarten (glp). Ich glaube, wir sind uns einig, dass wir hier über eine sensible Population sprechen, die nicht auf der Sonnenseite des Lebens ist. Aber nichtsdestotrotz: Für diese haben wir verschiedene Gefässe, wie wir auch schon verschiedentlich gehört haben. Wir haben die EL, und ich glaube, wenn man hier nun noch einen weiteren Topf öffnen würde, wird das sicher nicht einfacher. Wie auch schon verschiedentlich gesagt wurde, ist zudem der Anreiz für die frühzeitige Entlassung von Leuten, die man sonst eventuell noch bis zur Pension halten würde, auch grösser, wenn man noch solche zusätzlichen Gefässe zur Verfügung hat. Zudem müssen auch die Voraussetzungen für eine solche Überbrückungsrente zuerst klar definiert werden. Auch dort ist es nicht so einfach: Wo zieht man die Grenze? Welche Leute können von dieser Überbrückungsrente profitieren? Auch der Vollzugsmodus ist mehr unklar als klar, und zuletzt ist es halt auch so, dass der Kanton mit einer solchen Variante schlussendlich auch noch mehr belastet wird. Aus all diesen Gründen wird auch die glp-Fraktion weder die Motion noch das Postulat unterstützen.

Präsident. Ich gebe das Wort dem Volkswirtschaftsdirektor, Regierungsrat Ammann.

Christoph Ammann, Volkswirtschaftsdirektor. Die Regierung lehnt diese Motion ab. Die Schaffung einer solchen kantonalen AHV-Überbrückungsrente würde für den Kanton Bern eine massive zusätzliche finanzielle Belastung bedeuten. Dies hätte auch einen grossen administrativen Mehraufwand zur Folge. Das ist der erste Punkt.

Zweitens ist die Regierung auch der Auffassung, wie das hier in der Debatte verschiedene Leute gesagt haben, dass man mit den heutigen Möglichkeiten für einen Vorbezug der AHV-Rente auch schon ein Instrument hat, das den Anliegen der Motionärinnen und Motionäre entgegenkommt. Das Bundesgesetz über die Alters- und Hinterlassenenversicherung (AHVG) sieht nämlich die Möglichkeit eines flexiblen Rentenalters vor sowie den Vorbezug der Leistungen der AHV. Allerdings führt ein Vorbezug zu einer lebenslänglichen Kürzung der Altersrente, auch das ist hier gesagt worden. Das heisst also, wenn die Altersrente nachher nicht für den Lebensunterhalt ausreicht, gibt es die Möglichkeit der EL. An den Kosten dieser EL beteiligt sich der Bund. Hingegen hätte bei einer Überbrückungsrente einzig der Kanton diese Last zu tragen. Der Vorteil dort: Es ist klar, dass man auf einen Vorbezug der AHV-Rente verzichten könnte und damit auch keine Rentenkürzung hätte. Der Nachteil der Lösung, wie sie die Motionäre vorschlagen, ist, dass es dann aber auch keinen Anspruch auf EL gäbe. Das muss ich vollständigheitshalber auch noch sagen. Noch einmal: Der Kanton hätte die Überbrückungsrente vollständig zu tragen. Das ist nach Auffassung der Regierung vor dem Hintergrund der aktuellen finanzpolitischen Lage nicht umsetzbar. Die Regierung lehnt diesen Vorstoss deshalb ab.

Präsident. Der Motionär wünscht das Wort noch einmal.

Peter Gasser, Bévilard (PSA). J'entends avec plaisir que vous vous inquiétez tous de cette population. Mais, malheureusement, je constate que vous n'avez pas de nouvelles solutions à leur proposer. Or, c'est bien ce que j'essaie de vous proposer. On me dit, le canton n'a pas les moyens. Je m'excuse, les dernières 20 années, une seule année des chiffres rouges! Sinon, toujours des chiffres noirs. Une entreprise qui fonctionne comme cela, on dit que c'est une entreprise qui va bien. Il ne faut pas dire qu'il n'y a pas l'argent. C'est une question de choix. On choisit de mettre l'argent à une place ou à une autre. Mais il ne faut pas dire qu'il n'y en a pas. Je suis désolé, ce n'est pas vrai. On dit que ces personnes pourraient reprendre une activité lucrative. Mais je vous rappelle qu'elles ont été deux ans au chômage! Pendant deux ans, on ne les a pas voulus! Alors pourquoi, par miracle, tout à coup cela arriverait? En général, je vous rappelle que les personnes qui trouvent un emploi sont les premières à être très contentes d'accepter un emploi. Ce n'est pas parce que vous dites «il faudrait qu'elles aillent retrouver un emploi», non, elles ne vont plus en retrouver. C'est cela, la réalité. Il faut bien l'accepter. Je constate que vous êtes extrêmement méfiants envers les patrons. Je suis de gauche, mais j'ai presque envie de dire que je suis moins méfiant que vous envers les patrons!

Dans le canton de Vaud, cette crainte avait été exprimée exactement de la même manière: l'effet pervers. Mais ce n'est pas du tout le cas. La réalité a démontré qu'il n'y a pas d'explosion. C'est une expérience. Ce ne sont pas de pronostics, ce ne sont pas des envies. Ce n'est pas une lubie. Non, c'est la réalité. Dans le canton de Vaud, il n'y a pas eu d'explosion de ces cas. Ils en sont à 700 personnes qu'ils soutiennent. Evidemment, il faut bien cadrer qui a le droit etc., mais on y arrive, et ces 700 personnes, au lieu de vivre dans l'indigence et devoir aller quémander, eh bien, elles peuvent vivre dignement. Cela me paraît extrêmement important. On dit aussi qu'il y aura beaucoup plus d'administration. Mais, quand vous êtes déjà pris en charge par un responsable au chômage, c'est quand-même assez facile qu'à la fin on dit, «ok, tu n'as plus le droit, maintenant, on passe à cela», et puis, c'est réglé. Ce n'est pas plus compliqué que cela. Il ne faut pas me dire que cela demande 50 000 heures de travail. Voilà, c'est ce que j'avais envie de vous dire. Donc, pensez à ces gens. Je vous dis que c'est un postulat. On peut y réfléchir. Y réfléchir! Peut-être qu'on ne trouve aucune solution qui est bonne. Mais on peut au moins y réfléchir. Merci.

Präsident. Wir kommen zur Abstimmung über ein Postulat. Wer dieses Postulat annehmen will, stimmt Ja, wer dieses ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (als Postulat)

Der Grosse Rat beschliesst:

Ablehnung

Ja 52

Nein 102

Enthalten 0

Präsident. Sie haben das Postulat mit 102 Nein- gegen 52 Ja-Stimmen bei 0 Enthaltungen abgelehnt.